

En 1984, lors de la fin du règne du gouvernement libéral, nous sommes arrivés avec un état financier qui justifiait un déficit annuel de 38,3 milliards, une dette nationale qui était aux environs de 200 milliards de dollars pour finalement voir un gouvernement entrer au pouvoir, qui avait un plan d'action, qui savait où il voulait aller, qui l'avait énoncé d'une façon tout à fait précise, et il voulait absolument, naturellement, faire le travail qui était requis vis-à-vis du déficit, et aussi vis-à-vis de la dette nationale.

Naturellement, avec une pression financière telle que celle que l'on vient de décrire, il est clair que cela prend plusieurs années pour être capable de passer au travers d'un tel état financier, de le remettre sur une base qui soit réellement valable.

M. Hogue: Un marasme!

M. Couture: Réellement un marasme financier.

Le gouvernement a entrepris, en 1984, des actions très positives vis-à-vis l'équilibrage du budget canadien. Des actions ont été prises dans le sens suivant. Le gouvernement s'est acharné naturellement à augmenter le niveau économique du pays, a travaillé d'une façon tout à fait impeccable à créer de nouveaux emplois, de telle sorte que les Canadiens soient capables d'avoir une vie décente, un changement du noir au blanc face à ce qu'on venait de vivre depuis les 14 dernières années.

• (1850)

À partir d'un surplus budgétaire, en 1970, de 300 millions pour arriver à un déficit annuel d'opérations de 38,3 milliards de dollars, en 1984, je dois vous dire qu'il ne faut pas être capable de comprendre tellement les finances du Canada pour arriver à ce genre de chiffres-là. Le pouvoir d'emprunt d'aujourd'hui est basé sur ce genre de performance. Le besoin de 25,5 milliards est requis pour la trésorerie du pays, et c'est tout à fait justifiable face à tout ce qu'on vient d'énumérer.

De 1984 à 1988, la première action que le gouvernement se devait de faire était de réduire l'augmentation des dépenses annuelles. Et je pense qu'on doit répéter les chiffres parce que c'est tout simplement effarant: 17,9 p. 100 dans le premier terme, 10,1—on parle toujours de moyenne annuelle—10,1 dans le deuxième terme, 14,1 dans le troisième terme. Le nouveau gouvernement conservateur, en 1984, et je peux en parler très librement, monsieur le Président, parce que j'étais un citoyen canadien à ce moment-là, je n'étais pas député du Parlement, quand on a vu le gouvernement conservateur arriver avec un plan d'action très précis, bien structuré, avec des objectifs bien déterminés, naturellement, on a vu ce gouvernement mettre cet objectif, ce plan d'action en opération dès son entrée. On a vu ces augmentations de dépenses annuelles passer, entre 1984 et 1988, à 3,6 p.

Initiatives ministérielles

100. On a vu, entre 1984 et 1988, le déficit annuel d'opérations passer de 38,3 à 28,1 milliards de dollars. Déjà là, on avait une amélioration tout à fait extraordinaire. On a vu aussi durant cette période de temps plus de 1 500 000 nouveaux emplois créés pour le bien et la satisfaction des Canadiens.

Le gouvernement ne s'est pas arrêté à cette première performance, toujours dans la même ligne de conduite, avec les mêmes politiques, les mêmes objectifs. En 1988, il a décidé de poursuivre en établissant pour les quatre prochaines années, une augmentation de dépenses qui ne dépassera pas 3,2 p. 100.

J'entendais tout à l'heure mon collègue de Calgary-Sud-Est (M. Richardson) dire que présentement, depuis 1984, l'augmentation des dépenses du Canada, annuellement, ne dépasse pas une moyenne de 3,5, ce qui est tout à fait exact.

Dans le domaine économique, on a vu une performance qui est réellement digne de mention. En plus de la création d'une multitude d'emplois, on a vu beaucoup de Canadiens reprendre confiance en leur économie.

M. Hogue: Oui!

M. Couture: Des Canadiens qui, par leur entrepreneurship. . .

M. Hogue: Grâce au ministre!

M. Couture: . . . leur leadership, s'occuper personnellement de cette économie—là en créant de nouveaux emplois, en améliorant la situation générale du pays. Je crois que le projet de loi C-65 présentement à l'étude est tout à fait justifié face à ce passé. Et le passé est basé uniquement sur la performance entre 1970 et 1984. Parce que depuis 1984, la compression des dépenses est, je pense, tout à fait véritable, et les chiffres que je viens de mentionner le prouvent. Naturellement, ce genre d'attitude nécessite des coupures. Il est clair que le gouvernement doit restreindre ses dépenses, doit assurer un standard de vie aux Canadiens qui soit acceptable, doit assister certains secteurs au niveau de leur développement, mais il doit aussi faire des compressions budgétaires. Je pense que le présent gouvernement fait son travail d'une façon tout à fait impeccable.

J'entendais tout à l'heure des gens parler des compressions budgétaires apportées à VIA Rail.

Lorsque naturellement on n'a plus de gens à l'intérieur d'un pays ou d'une région qui prennent le train, je me demande pourquoi on doit maintenir un service ferroviaire pour ces régions. S'il n'y a pas de gens à l'intérieur des wagons, pas de gens qui ont besoin du train en tant que moyen de transport, je pense qu'on doit couper. Notre gouvernement l'a très bien compris, contrairement au gouvernement libéral qui pendant plus de 14 années n'a